

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

N° 42 du 13 au 25.02.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Les navires de guerre iraniens sont arrivés au port Syrien (18 février 2012)

Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes.

Günter Meyer : «Nous avons affaire à une ingérence massive de l'extérieur».

Stratfor remet en cause le discours sur la Syrie.

Paroles & action du président

2 Résistance

Jean BRICMONT : Lettre à une journaliste.

Un vétéran de la diplomatie US met en question la version officielle des évènements en Syrie.

3 Politique internationale

Les grandes manœuvres

Geostrategie.com : Armes 'made in Israël' pour les Contras syriens de l'Oncle Sam ? >

Des Canons ... pas du beurre

Réseau Voltaire: Politique d'assassinats ciblés à Damas.

Lavrov : La communauté internationale coresponsable du conflit (Lavrov).

4 Pays Arabes & voisins

Israël

Geostrategie.com : Armes 'made in Israël' pour les Contras syriens de l'Oncle Sam ? >

5 Les institutions

Parlement européen

RIA Novosti : Schulz : Le Parlement européen appelle l'UE à soutenir l'opposition.

Marc Semo : L'ONU condamnée à dénoncer dans le vide.

6 Le Monde

1 Chine

Le journal Qu Xing : Les Occidentaux pourraient précipiter une guerre en Syrie.

Jacques Tourtaux : La Chine affirme que sa position à l'égard de la crise en Syrie résistera à l'épreuve de l'histoire.

2 Qatar

[Le président qatari de l'Assemblée générale de l'ONU appelle à une intervention étrangère, en Syrie](#)

7 Les actions dans le monde

Pays

Tiré à part

Les navires de guerre iraniens sont arrivés au port Syrien (18 février 2012)

Selon Syrian Truth, deux navires de guerre iraniens ont franchi le canal de Suez et ils viennent d'arriver au port de Tartous en Syrie. Il s'agit d'un navire de guerre et un autre navire de soutien et de ravitaillement.

Les Syriens sont contents de ce soutien malgré toute la pression internationale contre la Syrie.

La Russie et la Chine sont les anges gardiens de la Syrie.

<http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3146>

Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes.

"...nous ne pouvons que nous étonner et nous indigner du contenu de l'appel intersyndical national signé le 10 février par 5 organisations (CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa) qui prend pour argent comptant les proclamations de la presse aux ordres et des services secrets étatsuniens ou français, en appelle à des sanctions contre la Syrie, justifie la politique d'ingérence des grandes puissances et finalement prépare l'intervention militaire."

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes.

Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. »

H. Krasucki

Günter Meyer : «Nous avons à faire à une ingérence massive de l'extérieur».

Interview de Günter Meyer, expert du Proche-Orient, concernant la situation en Syrie

«Bayern 2»: Aujourd'hui se termine le travail de la mission indépendante d'observation de la Ligue Arabe en Syrie.

Le rapport, attendu aujourd'hui au Caire, devrait tirer au clair si Damas, le régime d'El-Assad suit ses engagements pour arrêter la crise dans ce pays.

Cela ne me semble pas être le cas, à écouter les opposants harcelés. «Le régime fait tirer pour nous empêcher d'approcher les observateurs. On ne peut pas leur parler. Ils sont toujours entourés de gens des services secrets. Les observateurs devraient passer une seule journée ici, dormir et manger chez nous.»

Le fait est donc que la mission originale des observateurs, d'arrêter l'effusion de sang et d'obtenir la libération des prisonniers politiques, n'a pas pu être effectuée.

Et dans le haut-lieu des protestations de Homs, seulement hier 38 opposants auraient été tués.

Au téléphone de «Radiowelt» se trouve Günter Meyer, expert du Proche-Orient de l'Université de Mayence.

Bonjour Monsieur Meyer.

Günter Meyer: Bonjour Monsieur Fargel.

Monsieur Meyer, parleriez-vous d'une «mission impossible» pour les observateurs en Syrie?

Non, pas du tout. Ce que les opposants ne cessent de répéter que la mission aurait échoué – en vérité c'est tout à fait le contraire. La mission a contribué de façon significative à diminuer le nombre de morts. La mission a aussi permis de constater que beaucoup de prisonniers ont été libérés depuis. Et elle a également constaté que ce que les opposants et les médias occidentaux mettent toujours en avant, à savoir que ce serait uniquement le régime répressif des Alaouites qui tirerait sur des manifestants paisibles, n'est pas vrai du tout. Il est absolument évident que nous avons à faire à une organisation terroriste armée, qui est également responsable d'une grande partie des morts dans le pays. Cela s'est tout à fait confirmé aussi dans cette situation-là.

Cela veut dire que nous avons là clairement une façon de voir opposée au régime, une optique massivement renforcée surtout par les intérêts des USA, mais aussi des alliés occidentaux, l'Angleterre,

la France et pas en dernier lieu aussi l'Allemagne. Il s'agit là en première ligne d'interrompre l'axe Iran-Syrie-Hezbollah. Eliminer la Syrie signifie qu'il ne peut plus y avoir de livraisons d'armes depuis l'Iran via la Syrie au Hezbollah, qui puissent être dirigées contre Israël.

Mais, Monsieur Meyer, en entendant la manière dont vous décrivez la situation, on croirait à un complot occidental contre la Syrie. Et El-Assad, serait-il à la fin quand même un homme bien?

En aucun cas. Il est évident que c'est un régime répressif et qu'il a exagéré avant tout au début des manifestations quand il a agi avec violence contre les manifestants. Seulement, en très peu de temps, ce conflit de caractère régional s'est élargi en un conflit global dans lequel ce ne sont pas uniquement les puissances occidentales qui défendent leurs intérêts, mais justement les Etats arabes, avant tout le Qatar et l'Arabie Saoudite, qui veulent provoquer de cette manière un affaiblissement de l'Iran. Cela veut dire qu'il ne s'agit plus d'un conflit isolé, mais que nous avons à faire à une ingérence massive de l'extérieur. Et, pas en dernier lieu, la nouvelle de l'arrivée de 600 Moudjahidins en avion depuis la Libye, une action initiée par la CIA. Des agents de la CIA, des agents des services secrets de France et de Grande-Bretagne instruisent des opposants, les équipent à proximité d'Iskenderun (Alexandrette), près de la frontière syrienne, les arment avec des armes qu'ils ont apportées des arsenaux de Kadhafi afin d'initier une guerre civile pour affaiblir le pays dans son ensemble.

Cela veut donc dire que la population syrienne, qui ne se trouve ni d'un côté ni de l'autre, se fait écorcher.

Ce qu'on ne dit pas chez nous dans les médias, c'est par exemple le fait qu'El-Assad a toujours la majorité de la population syrienne derrière lui. Cette étude a justement été faite par le Qatar, c'est-à-dire par la Fondation Qatar, et on y a clairement démontré que 55% de la population syrienne ne souhaite pas la démission d'El-Assad. Dans nos médias, on n'en parle pas du tout.

En somme, Monsieur Meyer, brièvement encore une question: croyez-vous qu'El-Assad tiendra avec son régime de violence?

Il restera en tout cas encore quelques mois au pouvoir. Cela dépendra pour beaucoup de l'importance de l'intervention des forces étrangères dans le pays, qui aggravent encore la situation de façon significative; cela ne se limite pas qu'à la Syrie, mais concerne toute la région. •

Source: Radio Bayern 2 du 19/1/12

(Traduction Horizons et débats)

Stratfor remet en cause le discours sur la Syrie.

Depuis l'éclatement des premières manifestations de rue en Syrie en mars dernier, les discours sur la crise syrienne sont restés assez fidèles au thème proposé pour toutes les révoltes arabes.

Un dirigeant autoritaire qui écrase une opposition pacifique à son régime et ouvre le feu sur des civils avec un nombre de contestataires qui explose et une montée du nombre des tués...

Mais nous entrons maintenant dans le dixième mois de cette révolte particulièrement violente – même en Libye avec sa guerre civile à outrance, les choses n'ont pas été si longues. Alors qu'est-ce qui se passe ? Selon l'organisme texan d'analyse du risque géostratégique Stratfor, qui a publié la semaine dernière un article à rebrousse-poil [\[à lire ici\]](#) sur les efforts propagandistes de l'opposition syrienne, « la plupart des accusations les plus graves faites par l'opposition se sont avérées être grandement exagérées ou tout simplement fausses, nous en apprenant ainsi plus sur la faiblesse de l'opposition que sur le niveau d'instabilité à l'intérieur du régime syrien. »

C'est important pour deux raisons. Premièrement, c'est peut-être la première fois qu'une entreprise US de recueil d'informations ayant pignon sur rue met en cause ouvertement le discours en vigueur sur la Syrie. Deuxièmement, les conclusions de Stratfor soulèvent la question : sur quoi basons-nous nos initiatives politiques si les hypothèses qui les sous-tendent sont faussées ?

Quel est réellement le niveau d'instabilité en Syrie? Quelle est l'ampleur de l'opposition au régime de Bachar al-Assad ? Le bilan des victimes nous cloue sur place de dégoût – aujourd'hui, le plus fort taux de décès par jour – mais quelle est la valeur de ces chiffres ? Qui sont ces victimes et peut-on vérifier ? Les militants locaux sont-ils capables de distinguer entre un civil pro-régime tué et un civil anti-régime mort – surtout maintenant que les deux camps sont armés et tirent ?

Je ne suis pas en mesure de discuter ces chiffres et ces aspects, alors je ne le ferai pas. Mais je poserai la question : d'où viennent les « faits » rapportés ?

Un biais inhérent aux données syriennes?

Le problème avec les données qui proviennent des organisations d'opposition est que ces dernières ont un intérêt évident à diffuser des informations dont elles tirent un « bénéfice » et à minimiser les statistiques qui leur sont « dommageables. » Et ce même principe vaut aussi pour le gouvernement – et c'est pourquoi nous accueillons avec prudence les annonces du régime syrien.

On ne voit pas l'opposition syrienne informer activement sur les simples soldats tués par exemple – sauf à dire que ce sont des militaires tués pour avoir déserté. Twitter fourmille en ce moment de messages selon lesquels plus de 70 de la grosse centaine de tués sont des « déserteurs ».

On n'entend pas non plus parler du nombre de civils favorables au régime tués par l'opposition armée – dont certains auraient été tués alors qu'ils « manifestaient » pour soutenir le régime syrien.

Maintenant, ça ne veut pas dire que l'opposition syrienne ment purement et simplement pour s'adjuger la sympathie et le soutien de l'étranger – surtout parce que « l'opposition » n'est pas homogène et vient d'horizons d'importance et d'orientations différentes.

Mais Stratfor s'interroge clairement sur les visées de certaines de ces organisations et le fait sur la base de preuves très récentes sur des campagnes de désinformation :

L'article de Stratfor s'intéresse principalement aux efforts de l'opposition pour créer l'impression ces dernières semaines qu'il existe une fracture significative dans le propre clan du président Assad et dans sa secte alaouite minoritaire, dont des membres occupent les plus hautes fonctions dans les forces armées du pays et au gouvernement.

Parmi ces gaffes de toute première importance, une information du 10 décembre qui laissait entendre que le « vice-ministre syrien de la Défense et ancien chef du renseignement militaire Asef Shawkat avait été tué par son adjoint et ancien chef de la direction générale de la sécurité, le général Ali Mamlouk. »

Stratfor postule que « l'image [sans fondement réel] de deux sunnites haut placés dans le régime tournant leurs armes l'un contre l'autre » contribue à créer « une histoire convaincante » pour des organisations qui veulent « entamer l'image d'un cercle rapproché d'Assad uni dans la volonté de réprimer l'opposition et de sauver le régime. »

Autre exemple avec une déclaration du 9 décembre publiée dans le journal à capitaux saoudiens Asharq al Awsat par une « Ligue alaouite des Comités de Coordination » auparavant inconnue qui prétend représenter la communauté alaouite en Syrie, et « rejetait toute tentative de tenir la secte alaouite pour responsable de la 'barbarie' du régime Assad ». Stratfor explique que cette histoire fabriquée donne « l'impression que la communauté alaouite se fissure et que le régime Assad fait face à une sérieuse perte de soutien à l'intérieur de sa propre secte minoritaire. »

Les analystes basés aux USA citent alors leurs propre source interne à l'opposition syrienne qui « admet que cette organisation était en fait une invention de l'opposition sunnite en Syrie. »

Le même jour, d'autres organisations d'opposition connues, dont le Conseil national Syrien (CNS), l'Armée Syrienne libre (ASL) et l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme établi à Londres, commençaient à diffuser « des affirmations selon lesquelles les forces du régime assiégeaient Homs et avaient donné un ultimatum de 72 heures aux déserteurs syriens pour qu'ils se rendent avec leurs armes sous peine de risquer d'être massacrés. »

Cette information a fait la une dans le monde entier – après tout, Homs avait été le centre de la colère et de la dissidence contre le régime, avec un nombre de tués bien supérieur à celui d'autres points chauds. L'enquête de Stratfor n'a cependant trouvé « aucun signe [annonciateur] de massacre, » et nous avertit que « les forces de l'opposition ont un intérêt à brosser le tableau d'un massacre imminent, dans l'espoir de reproduire les circonstances qui ont entraîné une intervention militaire en Libye. »

L'article poursuit en laissant entendre que les massacres dont on parle sont peu probables parce que « le régime a calibré sa répression pour éviter un tel scénario. Les forces gouvernementales », soutient Stratfor, « ont pris soin d'éviter les chiffres élevés de tués qui pourraient conduire à une intervention sur la base de principes humanitaires. »

Et ainsi de suite.

Les récits mensongers brouillent les pistes

Stratfor identifie quelques objectifs évidents qui orientent la propagande des organisations syriennes d'opposition :

- Convaincre les Syriens à l'intérieur du pays (en allant au-delà de la majorité sunnite pour toucher les minorités qui pour l'instant soutiennent largement le régime) que le régime se lézarde et qu'il n'y a donc plus d'intérêt à le soutenir.

- Convaincre les acteurs externes, comme la Turquie, la France et les USA, que le régime est en train de se fracturer et s'apprête à commettre des massacres pour écraser l'agitation, dans le droit fil de ce que le régime avait fait en 1982 à Hama.

- Convaincre les Syriens comme les acteurs extérieurs que l'effondrement du régime Assad ne débouchera pas sur le niveau d'instabilité qu'a connu l'Irak pendant près d'une dizaine d'années, ni sur la montée des islamistes comme cela semble être le cas en Libye. A cette fin, l'ASL a mis l'accent sur ses actions défensives et de protection des civils pour éviter d'être qualifiée de militants [terroristes]. Entre temps, l'opposition civile a souligné vouloir conserver les structures étatiques intactes, de manière à éviter le scénario irakien ou d'avoir à reconstruire l'Etat à partir de zéro en pleine guerre sectaire. Stratfor relève que les organisations d'opposition ont réussi à faire passer leurs messages dans les médias grand public occidentaux, et que ces organes d'informations « citent [régulièrement] des dénombrements de victimes fournis par l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme, sans être en mesure de vérifier l'information. ». Mais l'article observe aussi que « le manque de coordination entre les divers organes d'informations de l'opposition et le manque de fiabilité des informations fragilise la crédibilité de l'opposition dans son ensemble.»

La Syrie a signé aujourd'hui un protocole avec la Ligue Arabe qui ouvrira la voie à une mission d'enquête sur le terrain. Si cet important processus n'est pas détourné par des forces politiques régionales – un scénario improbable même avec les meilleures intentions – nous devrions commencer à avoir des informations vérifiables sur ce qui se passe dans le pays.

En l'absence de faits, l'histoire syrienne n'a aucune chance de surmonter l'animosité et la rancœur ressentis dans les deux camps. Des histoires fausses, même sincères, ne feront qu'entretenir le conflit. Bravo à Stratfor pour avoir mis en relief l'importance de la transparence de l'information.

Merci à [Mounadil al Djazairi](#)

Source: <http://mideastshuffle.com/2011/12/20/stratfor-challenges-narratives-on-syria/>

Date de parution de l'article original: 20/12/2011

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=6445>

Paroles & action du président

Assad: les groupes armés sont financés et armés par l'étranger..

Le président syrien Bachar al-Assad s'est déclaré convaincu que les groupes terroristes sont financés et armés par des pays étrangers.

"L'Etat et la société syrienne sont la cible de groupes terroristes armés qui reçoivent des aides financières et en armements de parties étrangères pour déstabiliser le pays et entraver toute tentative de trouver des solutions", a affirmé M.Assad.

Le président syrien a tenu ces propos en recevant Alexeï Pouchkov, président de la commission des affaires étrangères à la Douma (chambre basse du Parlement russe), rapporte l'agence Sana.

M. Pouchkov, selon l'agence, a insisté pour sa part sur le fait que "la sécurité et de la stabilité en Syrie étaient essentielles pour la stabilité au Moyen-Orient et dans le monde".

Il a renouvelé le soutien de son pays "aux réformes entreprises en Syrie" et redit "la nécessité de les poursuivre afin d'arriver à une solution politique à la crise, basée sur le dialogue entre les différentes parties concernées et sans ingérence de l'extérieur".

La semaine dernière, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad, avait affirmé que la Syrie allait présenter des preuves du soutien apporté par des pays voisins, qu'il n'a pas nommés, aux groupes terroristes opérant dans le pays.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=51169&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1>

2 Résistance

Analyse

Jean BRICMONT : Lettre à une journaliste.

Jean BRICMONT

Une journaliste (dont je ne mentionnerai ni le nom ni le journal pour lequel elle travaille) m'a posé une question à propos de mon « soutien aux dictateurs » (en particulier Assad), de l'ingérence dans les affaires intérieures de pays comme la Syrie que ce soutien représenterait, de mes liens avec l'extrême droite ainsi qu'avec des sites « conspirationnistes » et de la « caution » rationaliste et progressiste que je leur apporterais.

Voici ma réponse :

Vous soulevez deux questions importantes : mon « soutien aux dictateurs » et mes « liens avec l'extrême droite ». Ces questions sont importantes, non parce qu'elles seraient pertinentes (elles ne le sont pas), mais parce qu'elles sont au coeur de la stratégie de diabolisation des modestes formes de résistance à la guerre et à l'impérialisme qui existent en France. C'est grâce à ce genre d'amalgames que mon ami Michel Collon a été interdit de parole à la Bourse du travail à Paris, suite à une campagne menée par de soi-disant anarchistes.

Tout d'abord, puisque vous parlez de rationalisme, pensons au plus grand philosophe rationaliste du 20ème siècle : Bertrand Russell. Que lui est-il arrivé lors de la Première Guerre mondiale, à laquelle il était opposé : on lui a reproché de soutenir le Kaiser évidemment. L'astuce qui consiste à dénoncer les opposants aux guerres comme soutenant la partie à laquelle on fait la guerre est vieille comme la propagande de guerre. Dans les dernières décennies, j'ai ainsi « soutenu » Milosevic, Saddam Hussein, les talibans, Kadhafi, Assad et peut-être demain Ahmadinedjad.

En réalité, je ne soutiens aucun régime-je soutiens une politique de non ingérence, c'est-à-dire que non seulement je rejette les guerres humanitaires, mais aussi les élections achetées, les révolutions colorées, les coups d'état organisés par l'Occident etc. ; je propose que l'Occident fasse sienne la politique du mouvement des pays non alignés, qui, en 2003, peu avant l'invasion de l'Irak, souhaitait « renforcer la coopération internationale afin de résoudre les problèmes internationaux ayant un caractère humanitaire en respectant pleinement la Charte des Nations Unies » et réitéraient « le rejet par le mouvement des non alignés du soi-disant droit d'intervention humanitaire qui n'a aucune base dans la Charte des Nations Unies ou dans le droit international. » C'est la position constante de la majorité de l'humanité, de la Chine, de la Russie, de l'Inde, de l'Amérique Latine, de l'Union africaine. Quoi que vous en pensiez, cette position n'est pas d'extrême droite.

Comme j'ai écrit un livre sur ce sujet (*Impérialisme humanitaire* Aden, Bruxelles), je ne vais pas expliquer en détail mes raisons ; je noterai simplement que si les Occidentaux sont tellement capables de résoudre les problèmes de la Syrie, pourquoi ne résolvent-ils pas d'abord ceux de l'Irak, de l'Afghanistan ou de la Somalie ? Je ferai également remarquer qu'il y a un principe moral élémentaire qu'il faudrait respecter quand on s'ingère dans les affaires intérieures des autres pays-en subir les conséquences soi-même. Les Occidentaux évidemment pensent qu'ils font le bien partout, mais les millions de victimes causées par les guerres d'Indochine, d'Afrique australe, d'Amérique centrale et du Moyen-Orient voient sans doute les choses différemment.

Pour ce qui est de mes liens avec l'extrême droite, il y a deux questions distinctes : que veut-on dire par liens et que veut dire extrême droite ? Je ne demanderais pas mieux que de manifester avec toute la gauche contre la politique d'ingérence, comme je pense qu'elle devrait le faire. Mais la gauche occidentale a été complètement convaincue par les arguments en faveur de l'ingérence humanitaire et, en fait, critique très souvent les gouvernements occidentaux parce qu'ils ne s'ingèrent pas assez à leur goût. Donc, les rares fois où je manifeste, je le fais avec ceux qui sont d'accord pour le faire, qui ne sont pas tous d'extrême droite, loin de là (à moins évidemment de définir comme étant d'extrême droite le fait de s'opposer aux guerres humanitaires), mais qui ne sont pas non plus de gauche au sens usuel du terme, vu que le gros de la gauche appuie la politique d'ingérence. Au mieux, une partie de la gauche se réfugie dans le « ni-ni » : ni l'Otan, ni le pays attaqué au moment donné. Personnellement, je considère que notre devoir est de lutter contre le militarisme et l'impérialisme de nos propres pays, pas de critiquer ceux qui se défendent par rapport à eux, et que notre position n'a rien de neutre ni de symétrique, contrairement à ce que suggère le slogan « ni-ni ».

Par ailleurs, j'estime avoir le droit de rencontrer et de parler avec qui je veux : il m'arrive de parler avec des gens que vous qualifieriez comme étant d'extrême droite (même si je ne suis, dans la plupart des cas, pas d'accord avec cette qualification), mais bien plus souvent avec des gens d'extrême gauche et plus souvent encore avec des gens qui ne sont ni l'un ni l'autre. Je m'intéresse aux Syriens qui sont opposés à la politique d'ingérence, parce qu'ils peuvent me fournir éventuellement des informations sur leur pays

allant à l'encontre du discours dominant, alors que je connais évidemment, à travers les médias, le discours des Syriens pro-ingérence.

Pour ce qui est des sites, je m'exprime là où je peux — de nouveau, si le NPA, le Front de gauche ou le PCF veulent m'écouter ou même débattre de façon contradictoire avec moi sur la politique d'ingérence, je suis prêt à le faire. Mais ce n'est pas le cas. Je note que les sites « conspirationnistes » comme vous dites, sont bien plus ouverts puisqu'ils savent en général que je ne partage pas leurs analyses, en particulier sur le 11 septembre, et m'acceptent quand même. Par ailleurs, les individus que je connais et qui publient sur ces sites ne sont nullement d'extrême droite et le simple fait d'être sceptique par rapport au récit officiel sur le 11 septembre n'a rien, en soi, d'extrême droite.

Le monde est bien trop compliqué pour garder une attitude « pure », où l'on ne rencontre et parle qu'avec des gens de « notre bord ». N'oublions pas qu'en France c'est la Chambre élue lors du Front populaire qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain (après l'exclusion des députés communistes, et avec le concours des sénateurs). Et l'opposition à la collaboration réunissait les staliniens (à l'époque les communistes l'étaient vraiment) et les gaullistes, dont beaucoup étaient, avant guerre, très à droite. La même chose se produisait pendant la guerre d'Algérie ou du Vietnam, l'opposition à celles-ci rassemblant, entre autres, communistes, trotskistes, maoïstes, chrétiens de gauche, pacifistes-à propos, est-ce que Staline, le FLN algérien et Ho Chi Minh étaient démocrates ? Avait-on tort de les « soutenir », c'est-à-dire de s'opposer avec eux au nazisme ou au colonialisme ? Et dans les campagnes anticommunistes des années 80, la gauche des droits-de-l'homme ne faisait-elle pas cause commune avec toute une série de nationalistes extrêmes ou d'antisémites (Soljenitsyne par exemple) ? Et aujourd'hui, les partisans de l'ingérence en Libye et en Syrie ne font-ils pas cause commune avec le Qatar, l'Arabie Saoudite et une série de mouvements salafistes ?

Ensuite, j'ai un problème avec la définition « d'extrême droite ». Je sais bien ce que vous entendez par là, mais pour moi ce qui compte, ce sont les idées, pas les étiquettes. Agresser des pays qui ne vous menacent pas (ce qui est l'essence du droit d'ingérence) pour moi c'est une idée d'extrême droite. Punir des gens à cause de leurs opinions (comme le fait la loi Gayssot), pour moi c'est une idée d'extrême droite. Enlever à des pays leur souveraineté et par conséquent le fondement de la démocratie, comme le fait de plus en plus la « construction européenne », pour moi c'est une idée d'extrême droite. Dire « qu'Israël est très critiqué parce que c'est une grande démocratie », comme s'il n'y avait pas d'autre raison de critiquer Israël, pour citer celui pour qui presque toute la gauche votera au 2ème tour (François Hollande), pour moi c'est une idée d'extrême droite. Opposer de façon simpliste l'Occident au reste du monde, en particulier à la Russie et à la Chine (comme une bonne partie de la gauche le fait aujourd'hui au nom de la démocratie et des droits de l'homme), pour moi c'est une idée d'extrême droite.

Si vous voulez trouver un endroit où je serais sans hésitation en accord avec la « gauche », voyagez un peu, et allez en Amérique latine. Là vous verrez toute une gauche qui est anti-impérialiste, populaire, souverainiste et démocratique : des dirigeants comme Chavez, Ortega et Kirchner sont élus et réélus avec des scores impensables ici, y compris pour la « gauche démocratique », et ils font face à une opposition médiatique bien plus dangereuse qu'un simple Faurisson (cette opposition va jusqu'à appuyer des coups d'état), mais qu'ils ne penseraient jamais interdire.

Malheureusement, en Europe et surtout en France, la gauche a capitulé sur beaucoup de choses, la paix, le droit international, la souveraineté, la liberté d'expression, le peuple, et le contrôle social de l'économie. Cette gauche a remplacé la politique par la morale : elle décide, dans le monde entier, qui est démocrate et qui ne l'est pas, qui est d'extrême droite et qui est fréquentable ou non. Elle passe son temps à bomber le torse en « dénonçant » les dictateurs, leurs complices, les phrases politiquement incorrectes, ou les antisémites, mais elle n'a en réalité aucune proposition concrète à faire qui puisse rencontrer les préoccupations des populations qu'elle prétend représenter.

Ces abandons multiples de causes progressistes ouvrent effectivement un boulevard à une certaine extrême droite, mais la faute en incombe à ceux qui ont accompli et accepté ces changements, pas à ceux qui tentent modestement de résister à l'ordre du monde.

Jean Bricmont

URL de cet article 15904

<http://www.legrandsoir.info/lettre-a-une-journaliste.html>

Un vétéran de la diplomatie US met en question la version officielle des évènements en Syrie.

Le problème avec la politique US au Moyen-Orient aujourd'hui est qu'elle est presque entièrement conçue dans la sphère de l'action politique immédiate.

Révolue l'époque où les spécialistes des différents domaines, qui étaient les véritables poids lourds dans le centre de commandement, introduisaient dans les décisions politiques les plus importantes, une approche nuancée fondée sur la connaissance du contexte historique et des rapports en place.

Aujourd'hui, vous verrez les groupes d'intérêts à motivation unique, les projets commerciaux ainsi que les cycles électoraux peser sur des débats cruciaux. Le court terme, le gain tactique immédiat et les approches en noir et blanc prennent alors le pas sur la vision à long terme et la stratégie. Comme dans les campagnes de marketing menées tambour battant, on recourt en priorité aux phrases-clefs, aux mise en scène et à une construction narrative simpliste.

Les projecteurs sont fortement braqués sur la Syrie ces derniers temps et voici ce qu'on nous martèle en vrac : massacres perpétrés par le régime à Homs, la méchante Russie, un Conseil de Sécurité animé de la noble intention de sauver la Syrie, le bain de sang de Hama en 1982 tiré de l'oubli, un ambassadeur US "dégouté" par l'usage odieux que d'autres font du droit de veto.

Mais si nous réduisons l'hystérie d'un cran ou deux et portons le débat devant des observateurs mesurés et expérimentés, nous avons une toute autre histoire. J'ai eu, ce week-end, le privilège de recevoir un courriel qui m'a rappelé cette époque où les spécialistes du Département d'Etat présentaient un tableau des événements, honnête et apte à inspirer des décisions plus sages.

La missive venait d'un diplomate US qui a servi en Syrie et qui a demandé à conserver l'anonymat. Voici le courriel, dans son intégralité afin que chacun puisse en prendre connaissance.

J'ai du mal à admettre tous ces discours appelant à une intervention militaire en Syrie. Tout le monde et particulièrement les médias, se contente en guise d'information de nous servir ce que racontent les activistes opposés au régime. Comment pouvons-nous savoir que 260 personnes ont été tuées à Homs hier ? Ce chiffre semble avoir pour seule source des personnalités opposées au régime, j'ai de sérieux doutes sur sa véracité.

J'ai servi pendant plus de trois ans à l'ambassade US de Damas et je sais combien, dans cette société politique fermée, il est difficile de séparer les faits des rumeurs. A l'époque, nous faisons constamment l'effort de vérifier les rumeurs rapportant assassinats, arrestations faites par le régime etc. Et l'Agence [la CIA, NdE] qui n'y voyait pas vraiment plus clair, faisait comme nous. Aujourd'hui, nous avons un squelette d'ambassade qui ne dispose que de très peu de personnel pour sortir sur le terrain et récolter l'information et qui, j'en ai la certitude, est soumise à surveillance constante. Et dire qu'il y'a deux ans, je n'étais pas du tout convaincu de la capacité de l'ambassade à se brancher à de bonnes sources et à comprendre la dynamique interne de la Syrie. Je constate la même insuffisance quand je m'entretiens avec des responsables du Département d'Etat.

Les médias et, jusqu'à un certain point l'administration, ont donné une tournure personnelle au conflit en braquant l'attention sur Bachar El Assad et sa famille. Ce faisant, ils ont sous-estimé de façon permanente la nature sectaire du conflit. Ce ne sont pas seulement Bachar el Assad et sa famille qui s'accrochent au pouvoir mais tout le système alaouite de contrôle du pays, englobant l'armée, les services de sécurité et le parti Baath. Je suis persuadé que les Alaouites croient fermement que s'ils venaient à perdre le pouvoir, ils seraient massacrés par les Sunnites. C'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi Hafez et son frère Rifaat ont été si impitoyables à Hama il y'a trente ans. Mais dans une vision très commode des choses, l'Occident oublie la campagne d'assassinats et d'attentats-suicides à la bombe menée par les Frères Musulmans à travers tout le pays durant les trois ou quatre années qui ont précédé Hama. J'ai personnellement assisté aux conséquences d'un tel attentat où plusieurs centaines de personnes ont été tuées. La mémoire historique du Département d'Etat, de la CIA et des autres organes gouvernementaux est peut-être courte mais celle des gens en Syrie ne l'est pas.

Les bonnes analyses du conflit en Syrie sont rares. A l'exception des travaux du journaliste Nir Rosen et de l'International Crisis Group, la plupart des comptes-rendus sur la Syrie sont superficiels et frappés de parti-pris en faveur des opposants au régime. On ne peut pas bâtir de politique sur une telle base, surtout quand on envisage une forme quelconque d'intervention militaire. Cela équivaldrait à ouvrir la boîte de Pandore, les conflits sectaires pouvant facilement s'étendre vers le Liban, Israël, les régions kurdes, l'Irak et ailleurs.

L'ironie dans la situation actuelle comparée à celle qui prévalait il y a trente ans est dans le rôle de l'Irak. A l'époque, nous avons des informations suffisamment fiables qui indiquaient que Saddam Hussein soutenait les Frères Musulmans en leur fournissant armes et d'explosifs et en facilitant le passage à travers la frontière syro-irakienne.

Je ne pense pas que nous sachions comment jouer sur un tel terrain et ceci est valable aussi pour le terrain Afghanistan-Pakistan. Une intervention militaire US, qu'elle soit faite sous l'égide de l'OTAN ou de toute autre couverture, pourrait avoir des conséquences imprévisibles pour les USA, pour l'Europe et la région. Les fonctionnaires de Washington devraient se voir marteler dans la tête la loi des conséquences imprévisibles chaque matin.

Ces réflexions sont celles d'un diplomate US qui se prévaut d'une expérience directe et assez récente en Syrie. Pourquoi n'entendons-nous pas des appréciations de la situation aussi mesurées de la part des officiels à Washington même ? Probablement à cause de la surpolitisation du processus de prises de décisions politiques. Celui-ci a été arraché des mains de spécialistes compétents pour se retrouver dans celles d'idéologues et de politiciens dont le seul souci est de constituer des fonds de campagne électorale.

Il est important de noter qu'en grande partie, la grande attention que l'administration US accorde à la Syrie a pour cause sa fixation morbide sur l'Iran. En soutenant la conception de l'Iran qui appelle à la fin à l'hégémonie des USA et d'Israël dans la région, la Syrie s'est mise dans la ligne de mire des priorités US dans la région.

[David Sanger](#) du New York Times, écrivait peu de temps après que le Réveil arabe eut dévoré ses deux premiers dictateurs, Zine El Abidine Ben Ali en Tunisie et Hosni Moubarak en Egypte :

Chaque décision, qu'elle touche à la Libye, au Yémen, à Bahreïn ou à la Syrie, a été examinée selon ce qu'elle apporte à ce qui était jusqu'à la mi-janvier, le calcul stratégique de fond de l'administration Obama pour la région : comment ralentir le progrès nucléaire iranien et accélérer l'arrivée de conditions propices à un soulèvement victorieux contre le régime dans ce pays.

Les efforts visant à déstabiliser Bachar El Assad sont depuis longtemps un objectif important de la politique US dans la région, et cela des années avant les révoltes populaires arabes de 2011. WikiLeaks a mis à jour un véritable trésor d'informations sur les interventions US en Syrie, interventions qui incluent une aide financière directe aux groupes d'opposition.

La politique en général et la politique géostratégique sont souvent malpropres mais ce fait n'empêche pas de se poser la question de savoir à partir de quelle limite les comptes rendus simplistes et commodes deviennent simplement des mensonges qui n'engendrent que de mauvaises politiques.

Ce [câble de WikiLeaks](#) de 2006 montre les efforts de Washington visant à repérer les « opportunités » et « vulnérabilités » au sein du régime syrien, cela dans le but de causer aussi bien la discorde ethnique et sectaire au sein des appareils militaire et sécuritaire que de grandes difficultés économiques.

« Ces propositions doivent être détaillées afin qu'elles deviennent opérationnelles et aptes à être rapidement mises en œuvre dès que les opportunités se présentent. Parmi nos suggestions, nombreuses sont celles qui soulignent l'importance de la diplomatie publique et des moyens indirects d'acheminer des messages capables d'influencer le cercle intérieur. »

La propagande à usage interne

Le terme « diplomatie publique » signifie « propagande ». Il est utilisé par la loi Smith-Mundt de 1948 qui spécifie les conditions de diffusion par le gouvernement US de l'information à destination de publics étrangers. En 1972, la loi est amendée dans un sens qui interdit l'accès du public US à celles-ci. En d'autres termes, cette loi interdisait désormais au gouvernement US de faire de la propagande en direction de ses propres citoyens.

.Cependant, Washington a trouvé différentes façons de contourner cette loi. Après tout, les USAmericains ont besoin d'être "embarqués" dans les nombreuses aventures militaires à l'étranger lancées par les administrations successives. Que fait donc le gouvernement pour rester dans les limites de la loi tout en soumettant sa population à une propagande destinée à la « monter » en faveur des guerres (Irak, Afghanistan, peut-être Iran), des ventes d'armes à des alliés douteux (l'Arabie Saoudite et Israël) et des violations des droits humains(Guantanamo et usage des drones) ?

L'histoire bidon des armes de destruction massives (ADM) irakiennes et des menaces supposées qu'elles faisaient peser sur les USA et leurs alliés fut essentielle dans la justification de l'intervention militaire en Irak. Rappelons-nous le témoignage du secrétaire d'Etat de l'époque, Colin Powell, apportant des «

élément de preuves » de la détention par Saddam d'ADM ou encore le discours de George W. Bush sur l'Etat de l'Union dans lequel il accusait faussement l'Irak de se procurer du yellowcake (concentré d'uranium) en provenance du Niger. Que certains médias aient soumis ces assertions à un examen attentif était totalement justifié car il est illégal de mentir au peuple américain.

Les fonctionnaires choisissent attentivement leurs méthodes pour contourner les restrictions de la loi Smith-Mundt afin de soumettre le public US à la propagande, la plus rapide étant celle qui consiste à recourir à des « fuites » soigneusement emballées contenant, selon le besoin, des inexactitudes, des demi-mensonges ou des histoires totalement mensongères. Passez au crible la rubrique consacrée aux informations internationales de n'importe quel journal ou document public à Washington, New York ou Los Angeles, vous la verrez chargée de « fuites » distillées par des officiels.

Internet, également, est devenu un champ d'action idéal pour la dissémination de la désinformation. Son étendue à travers la planète, ses millions de blogs plus ou moins crédibles se prêtent parfaitement au jeu de la « diplomatie publique ».

Le colonel Lawrence Wilkinson, ex-chef d'état-major de Colin Powell - un autre responsable qui ne s'est pas privé, après son retrait de la vie officielle, de parler en toute honnêteté des tares qui frappent la conception et la mise en œuvre de la politique étrangère, m'a dit en avril 2010 : « *le secrétaire d'Etat à la Défense Donald Rumsfeld ainsi que d'autres n'hésitaient pas à carrément ignorer la loi. Une de leurs méthodes consistait à faire publier une histoire dans un journal de Sydney par exemple et à faire en sorte qu'elle soit rapatriée aux USA par le biais d'internet. Nous avons là affaire à de la propagande dirigée vers le peuple américain.* »

Wilkerson continuait : « *il y a là une divergence sur le plan légal qui doit être réglée en priorité. La loi dit qu'il ne faut pas mélanger les affaires publiques intérieures et la « diplomatie publique » destinée aux publics étrangers. Nous devons arrêter la propagande, point barre. Nous avons besoin de dire la vérité. Je comprends qu'on ne puisse dévoiler les secrets d'Etat mais pourquoi user de mensonge ?* »

En définitive, le problème avec la politique étrangère et particulièrement celle au Moyen-Orient, est étroitement lié à la question de savoir à quelles sortes de personnes est confié le pouvoir de décision. Nous avons des idéologues mettant en œuvre leurs programmes, contre l'Iran et pour Israël, contre le dictateur en Syrie mais pour ceux d'Arabie Saoudite, de Bahreïn, du Yémen et du Qatar ; contre un Iran maîtrisant le nucléaire mais pour les 200 bombes nucléaires israéliennes; abuser soi-même du droit de veto (80 fois) et ridiculiser les autres (la Russie et la Chine) pour l'avoir utilisé une seule fois et ainsi de suite.

« *Il est cassé et fonctionne très mal* », dit Wilkerson du processus de prise de décision gouvernemental. « *Ils mettent des idéologues qui excellent à exercer leur emprise sur les fonctionnaires de l'Etat. Ceux-ci sont poussés dans un enclos, bousculés ou cajolés afin qu'on obtienne d'eux qu'ils fassent de gré ou de force ce qui, selon ces idéologues, doit être fait.* »

Revenons à la Syrie.

Un reporter travaillant pour une des principales agences de presse occidentales vient de m'envoyer un email rapportant sa visite en Syrie. « *Je suis revenu de Homs le mois dernier mais ma visite ne m'a pas du tout convaincu que le pays s'est soulevé contre le régime d'Assad et encore moins qu'il y a quelque part des bons combattant les méchants* ».

On ne sait que très peu de choses sur ce qui se passe réellement en Syrie et ce n'est pas forcément parce que peu de médias y sont présents. Le rapport de la Ligue arabe y recense [147 organes d'information étrangers et arabes](#). On ne sait pas vraiment ce qui se déroule à Homs parce qu'il y a une bataille féroce entre deux points de vue politiques rigides, chacun rapportant et interprétant les événements à sa façon. La version des faits qui domine actuellement est celle qui vient de Washington- qui, selon Wikileaks, est depuis un certain temps à l'affût d'"opportunités" et de "vulnérabilités" à saisir pour miner le régime de Bachar El Assad.

Une version au service de la vérité? Non, au service d'objectifs politiques auxquels les citoyens américains n'ont pas adhéré, car il se trouve tout simplement qu'ils ne connaissent pas les faits.

Merci à [Tlaxcala](#)

Source: <http://english.al-akhbar.com/blogs/sandbox/veteran-us-diplomat-questions-syria-storyline>

Date de parution de l'article original: 10/02/2012

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=6879>

3 Politique internationale

Les grandes manœuvres

Geostrategie.com : Armes 'made in Israël' pour les Contras syriens de l'Oncle Sam ? >

geostrategie.com

Le fait mérite d'être noté : jusqu'à une date récente, l'État hébreu ne s'était guère fait remarquer sur le volet syrien de ce que nos media ont – un peu abusivement, il est vrai – appelé les « révolutions arabes ». La (relative) prudence hiérosolymitaine n'était pas infondée. Les Israéliens estimant notamment le comportement de Washington sur le sujet comme essentiellement « ostentatoire ». Le veto russe a, semble-t-il, passablement durci la position israélienne. Le Premier ministre Binyamin Nétanyahu haussant le ton. Tout comme d'autres personnalités hiérosolymitaines. Ainsi, Gabrielle Shally, ancienne diplomate en poste à l'Onu, a dénoncé ce qu'elle a appelé « l'état de régression du Conseil de sécurité des Nations-unies ». Avec, toutefois, un bémol (de taille). Selon elle, s'il ne faut pas « laisser toute seule l'opposition syrienne », il faut éviter que s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie ne débouche sur une ingérence équivalente dans les affaires israélo-palestiniennes...

Au bout du compte, Tel-Aviv reste beaucoup plus prudent que bien des Européens jouant les Rodomonte. L'ancien ambassadeur israélien à l'Onu, Itamar Rabinovitch, concluant simplement « qu'Israël serait content de la chute de Bachar el-Assad ».

Simple vœu pieux ? Ou plus ?

Interrogé, lui aussi, sur le dossier syrien, le député Yitzhak Herzog a reconnu avoir des « contacts avec l'opposition syrienne », notamment des éléments appartenant au pro-américain CNS.

Est-ce tout ? Évidemment, non !

Scrutant quotidiennement les images en provenance de Syrie, quelle n'a pas été ma surprise en tombant sur des images passant en boucle sur I-Télé – notamment lors du journal permanent à 19:15 du 7 février 2012 – de noter la présence entre les mains d'un Contra syrien, supposé se battre à Homs, d'un fusil d'assaut made in Israel : un FAL, plus précisément.

Qu'est-ce qui me permet d'être aussi formel ? Certes, les insurgés salafo-takfiristes qui ont pris le pouvoir en Libye grâce aux Guernica en série de l'Otan – et, depuis, y torturent violent et massacrent à outrance – ont mis la main sur des FAL achetés par la Libye auprès de la firme Herstal. Or, ces FAL sont aisément reconnaissable à leur garde-mains de couleur noire en polymère ou ryslan.

De son côté, Tsahal a adopté le FAL en remplacement du Mauser-CZ, au lendemain de la crise de Suez (1956). Des FAL 50-00, 50-61 et FALo (modèle lourd d'appui), pour être précis, produits en Israël par IMI en échange de la licence de fabrication de l'Uzi accordée à la FN Herstal.

Or, ces FAL made in Israel vont subir quelques modifications dont la plus voyante est le garde-mains en demi-coques de bois striées sur la partie postérieure et une partie antérieure métallique perforée.

Naturellement, les FAL israéliens portent des marquages en hébreu.

Question : comment cet ustensile belgo-hiérosolymitain a-t-il pu aboutir entre les mains d'un milicien pro-occidental dans les ruelles de Homs ?

Les FAL d'IMI ne connurent qu'une carrière assez brève au sein des Forces de Défense israéliennes (Tsahal, en français courant) : la Guerre des Six jours puis la Guerre du Kippour, principalement. L'arme ne donna jamais entièrement satisfaction, l'homme de troupe – bien qu'appartenant à des unités d'élite comme le Sayeret Golani, en 1961 à Nuqieb (Syrie)[1] ; le Sayeret Egoz, en janvier 1969 au Liban[2] ; le Sayeret Tzanhanimn, le 22 janvier 1970, sur l'île de Chédouan[3] ou à Suez en 1973[4] – lui préférant carrément les armes prises à l'ennemi : AK-47, AKM voire même Port-Saïd[5].

Tsahal n'en gardât pas moins ses FAL. On les vit donc réapparaître aux mains d'autres miliciens pro-occidentaux : ceux des félons de l'ALS, la qualitativement piètre Armée du Liban-Sud qui servira surtout de force-tampon aux troupes israéliennes stationnées au Liban.

L'auteur de ces lignes en a même photographié un exemplaire au Musée de Khiam qui jouxte le Camp de concentration & de torture de Khiam de triste mémoire, au Sud Liban. Trois pistes – et pas une de plus – permettent donc d'expliquer la présence d'un FAL made in Israel entre les mains d'un Contra takfiriste pro-US :

1° Une arme tombée aux mains des troupes syriennes et conservée dans un dépôt lambda du côté de Homs. Possible. Mais une arme ne présente, pratiquement, d'intérêt pour celui qui s'en empare qui si

elle vous est fournie avec les munitions et les chargeurs qui vont avec. Or, le FAL est chamberé en 7,62×51 mm (calibre Otan) peu couru dans l'impedimentum de l'armée syrienne majoritairement dotée d'armes en 7,62×39 mm et 7,62×54 mm (calibres russes).

2° Une arme fournie directement par Israël. Tsahal les stockant scrupuleusement à toutes fins utiles. Piste techniquement possible mais douteuse cependant. En effet :

I. Les logisticiens israéliens sont les premiers à connaître les difficultés d'approvisionnement du FAL, côté syrien.

II. Les FAL israéliens sont marqués et aisément reconnaissables. Or, à moins d'une volonté d'envoyer un « signe » à Damas, livrer ce type d'armes aux insurgés pro-occidentaux ne sert pas à grand-chose.

III. Tsahal dispose en quantité massive d'armes de guerre – AK-47, AKM, RPK, RPM, etc. – compatibles (et quasiment pas identifiables quant à leur origine) avec les munitions et pièces de rechange de l'armée syrienne.

3° Une arme fournie par le canal des alliés libanais de l'Occident, ex-miliciens kataëb (le Dr. Samir Geagea n'a pas fait mystère de ses préférences) ou politiciens hariro-futuristes sunnites.

Quoi qu'il en soit, une chose est sûre le FAL – made in Israel ou ailleurs – ne s'achète pas dans une épicerie de quartier. Il a donc bien fallu que quelqu'un fasse l'effort de le faire passer entre les mains des Contras du CNS ou de l'ALS, l'Armée (dite) libre syrienne.

Notes

1 Israeli Elite Units since 1948, p.54, Samuel Katz, Osprey Ltd.

2 Israeli Elite Units since 1948, p.45, Samuel Katz, Osprey Ltd.

3 Israeli Elite Units since 1948, p.57, Samuel Katz, Osprey Ltd.

4 Israeli Defense Forces since 1973, p.48, Samuel Katz, Osprey Ltd.

5 Version égyptienne du Carl Gustav 45 suédois, chamberé en 9×19 mm.

<http://www.geostrategie.com/4319/armes-made-in-israel-pour-les-contras-syriens-de-loncle-sam/>

Des Canons ... pas du beurre

Réseau Voltaire: Politique d'assassinats ciblés à Damas.

Un groupe armé a assassiné ce jeudi 16 février le cheikh Mohammed Ahmad Sadeq, imam de la mosquée d'Anas Ben Malek dans le quartier d'al-Midane à Damas.

Le dignitaire religieux sunnite avait récemment fustigé dans un prêche les appels au sabotage de la Syrie par les opposants.

Il avait appelé les Ulémas de Damas à s'asseoir à la même table pour publier un communiqué appelant à stopper la violence quelle qu'en soit la source.

Le cheikh Sadeq, titulaire d'un doctorat en droit islamique, était marié et père de 4 enfants, une fille et trois garçons.

Samedi 11 février, des tueurs non identifiés avaient assassiné le général de brigade et médecin Issa al-Khawli, directeur de l'hôpital de Hamich, devant sa maison dans le Nord-Est de Damas. Le général était père de trois filles et d'un garçon.

Un rapport, publié, le 3 mars 2009, par la section des Droits de l'homme du département d'État US, avait levé un coin du voile sur les pratiques d'assassinats ciblés dans les pays musulmans.

D'après ce document, des agents israéliens et étrangers envoyés par le Mossad, en coopération avec les États-Unis ont tué au moins 350 scientifiques irakiens et plus de 200 personnalités académiques et professeurs d'université, ainsi que des centaines de pilotes, d'officiers et d'ingénieurs.

La principale mission de ces « escadrons de la mort », qui opèrent en Irak depuis 2003, consiste à suborner les spécialistes irakiens et en cas de refus, à les éliminer.

Comme nous l'anticipions en décembre, alors qu'elle avait appliqué au départ le scénario de l'intervention militaire humanitaire qui avait fait ses preuves en Yougoslavie et en Libye, l'OTAN doit revoir sa copie en Syrie face au double véto. Désormais il s'agit d'appliquer la même stratégie que pour l'Irak : affaiblir le pays en attendant la prochaine occasion d'attaquer.

16 février 2012

Réseau Voltaire |

Lavrov : La communauté internationale coresponsable du conflit .

RIA Novosti

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov

La communauté internationale est partiellement responsable de la crise qui sévit actuellement en Syrie, a déclaré à RIA Novosti le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov en visite aux Pays-Bas. "La communauté internationale a déployé des efforts intenses pour convaincre l'opposition syrienne de refuser tout contact avec les autorités", a-t-il affirmé.

Le chef de la diplomatie russe estime que pour lancer un "dialogue national" en Syrie, l'Occident et la Ligue arabe doivent "amener l'opposition à se mettre à la table de négociations".

Selon M. Lavrov, la situation en Syrie est très compliquée, car l'opposition, qui tout récemment encore était prête à un dialogue avec le vice-président Farouk Charaa, ne veut plus négocier avec lui.

"On formule des propositions, nous [la Russie, ndlr] persuadons Damas de les accepter et dès qu'il les accepte, on lui dit que cela ne va pas. J'ai l'impression que l'on s'efforce d'accumuler des preuves compromettantes afin de les utiliser ensuite pour justifier une action comme celle entreprise en Libye", a indiqué le ministre.

D'après lui, la première chose à faire est de "trouver un mécanisme permettant de refréner les violences". A cet effet, "il faut commencer par comprendre qui dirige les extrémistes qui luttent contre le gouvernement", a souligné M. Lavrov.

"Le deuxième objectif est de comprendre qu'un dialogue national doit englober l'ensemble de la société syrienne", a poursuivi le chef de la diplomatie russe.

Selon lui, "l'idée de créer un groupe des amis de la Syrie, en y invitant l'opposition et en refusant d'inviter le régime de Damas, signifie que la prétendue communauté internationale a soutenu l'une des parties au conflit".

<http://fr.rian.ru/world/20120214/193368983.html>

4 Pays Arabes & voisins

Israël

Geostrategie.com : Armes 'made in Israël' pour les Contras syriens de l'Oncle Sam ? >
geostrategie.com

Le fait mérite d'être noté : jusqu'à une date récente, l'État hébreu ne s'était guère fait remarquer sur le volet syrien de ce que nos media ont – un peu abusivement, il est vrai – appelé les « révolutions arabes ». La (relative) prudence hiérosolymitaine n'était pas infondée. Les Israéliens estimant notamment le comportement de Washington sur le sujet comme essentiellement « ostentatoire ». Le veto russe a, semble-t-il, passablement durci la position israélienne. Le Premier ministre Binyamin Nétanyahu haussant le ton. Tout comme d'autres personnalités hiérosolymitaines. Ainsi, Gabrielle Shally, ancienne diplomate en poste à l'Onu, a dénoncé ce qu'elle a appelé « l'état de régression du Conseil de sécurité des Nations-unies ». Avec, toutefois, un bémol (de taille). Selon elle, s'il ne faut pas « laisser toute seule l'opposition syrienne », il faut éviter que s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie ne débouche sur une ingérence équivalente dans les affaires israélo-palestiniennes...

Au bout du compte, Tel-Aviv reste beaucoup plus prudent que bien des Européens jouant les Rodomonte. L'ancien ambassadeur israélien à l'Onu, Itamar Rabinovitch, concluant simplement « qu'Israël serait content de la chute de Bachar el-Assad ».

Simple vœu pieux ? Ou plus ?

Interrogé, lui aussi, sur le dossier syrien, le député Yitzhak Herzog a reconnu avoir des « contacts avec l'opposition syrienne », notamment des éléments appartenant au pro-américain CNS.

Est-ce tout ? Évidemment, non !

Scrutant quotidiennement les images en provenance de Syrie, quelle n'a pas été ma surprise en tombant sur des images passant en boucle sur I-Télé – notamment lors du journal permanent à 19:15 du 7 février 2012 – de noter la présence entre les mains d'un Contra syrien, supposé se battre à Homs, d'un fusil d'assaut made in Israel : un FAL, plus précisément.

Qu'est-ce qui me permet d'être aussi formel ? Certes, les insurgés salafito-takfiristes qui ont pris le pouvoir en Libye grâce aux Guernica en série de l'Otan – et, depuis, y torturent violemment et massacrent à outrance – ont mis la main sur des FAL achetés par la Libye auprès de la firme Herstal. Or, ces FAL sont aisément reconnaissables à leur garde-mains de couleur noire en polymère ou rylsan.

De son côté, Tsahal a adopté le FAL en remplacement du Mauser-CZ, au lendemain de la crise de Suez (1956). Des FAL 50-00, 50-61 et FALo (modèle lourd d'appui), pour être précis, produits en Israël par IMI en échange de la licence de fabrication de l'Uzi accordée à la FN Herstal.

Or, ces FAL made in Israel vont subir quelques modifications dont la plus voyante est le garde-mains en demi-coques de bois striées sur la partie postérieure et une partie antérieure métallique perforée.

Naturellement, les FAL israéliens portent des marquages en hébreu.

Question : comment cet ustensile belgo-hiérosolymiteux a-t-il pu aboutir entre les mains d'un milicien pro-occidental dans les ruelles de Homs ?

Les FAL d'IMI ne connurent qu'une carrière assez brève au sein des Forces de Défense israéliennes (Tsahal, en français courant) : la Guerre des Six jours puis la Guerre du Kippour, principalement. L'arme ne donna jamais entièrement satisfaction, l'homme de troupe – bien qu'appartenant à des unités d'élite comme le Sayeret Golani, en 1961 à Nuqieb (Syrie)[1] ; le Sayeret Egoz, en janvier 1969 au Liban[2] ; le Sayeret Tzanhanim, le 22 janvier 1970, sur l'île de Chédouan[3] ou à Suez en 1973[4] – lui préférant carrément les armes prises à l'ennemi : AK-47, AKM voire même Port-Saïd[5].

Tsahal n'en gardât pas moins ses FAL. On les vit donc réapparaître aux mains d'autres miliciens pro-occidentaux : ceux des félons de l'ALS, la qualitativement piètre Armée du Liban-Sud qui servira surtout de force-tampon aux troupes israéliennes stationnées au Liban.

L'auteur de ces lignes en a même photographié un exemplaire au Musée de Khiam qui jouxte le Camp de concentration & de torture de Khiam de triste mémoire, au Sud Liban. Trois pistes – et pas une de plus – permettent donc d'expliquer la présence d'un FAL made in Israel entre les mains d'un Contra takfiriste pro-US :

1° Une arme tombée aux mains des troupes syriennes et conservée dans un dépôt lambda du côté de Homs. Possible. Mais une arme ne présente, pratiquement, d'intérêt pour celui qui s'en empare qui si elle vous est fournie avec les munitions et les chargeurs qui vont avec. Or, le FAL est chamberé en 7,62×51 mm (calibre Otan) peu couru dans l'impedimentum de l'armée syrienne majoritairement dotée d'armes en 7,62×39 mm et 7,62×54 mm (calibres russes).

2° Une arme fournie directement par Israël. Tsahal les stockant scrupuleusement à toutes fins utiles.

Piste techniquement possible mais douteuse cependant. En effet :

I. Les logisticiens israéliens sont les premiers à connaître les difficultés d'approvisionnement du FAL, côté syrien.

II. Les FAL israéliens sont marqués et aisément reconnaissables. Or, à moins d'une volonté d'envoyer un « signe » à Damas, livrer ce type d'armes aux insurgés pro-occidentaux ne sert pas à grand-chose.

III. Tsahal dispose en quantité massive d'armes de guerre – AK-47, AKM, RPK, RPM, etc. – compatibles (et quasiment pas identifiables quant à leur origine) avec les munitions et pièces de rechange de l'armée syrienne.

3° Une arme fournie par le canal des alliés libanais de l'Occident, ex-miliciens kataëb (le Dr. Samir Geagea n'a pas fait mystère de ses préférences) ou politiciens hariro-futuristes sunnites.

Quoi qu'il en soit, une chose est sûre le FAL – made in Israel ou ailleurs – ne s'achète pas dans une épicerie de quartier. Il a donc bien fallu que quelqu'un fasse l'effort de le faire passer entre les mains des Contras du CNS ou de l'ALS, l'Armée (dite) libre syrienne.

Notes

1 Israeli Elite Units since 1948, p.54, Samuel Katz, Osprey Ltd.

2 Israeli Elite Units since 1948, p.45, Samuel Katz, Osprey Ltd.

3 Israeli Elite Units since 1948, p.57, Samuel Katz, Osprey Ltd.

4 Israeli Defense Forces since 1973, p.48, Samuel Katz, Osprey Ltd.

5 Version égyptienne du Carl Gustav 45 suédois, chamberé en 9×19 mm.

<http://www.geostrategie.com/4319/armes-made-in-israel-pour-les-contras-syriens-de-loncle-sam/>

5 Les institutions

Parlement européen

RIA Novosti : Schulz : Le Parlement européen appelle l'UE à soutenir l'opposition.

Le Parlement européen appelle les pays de l'Union européenne à soutenir les forces de l'opposition syrienne, a déclaré jeudi à Strasbourg son président Martin Schulz.

"Le Parlement européen exhorte l'UE et ses pays membres à contribuer au renforcement de l'unité des forces syriennes en opposition au régime en place, qu'elles se trouvent à l'intérieur du pays ou à l'étranger", a indiqué M.Schulz à l'occasion de l'adoption par le Parlement européen d'une résolution sur la Syrie.

Le document dénonce la violence qui fait rage en Syrie et appelle le président Bachar al-Assad à renoncer au pouvoir.

Le président du Parlement européen a qualifié d'"absurde" la proposition d'Assad d'organiser un référendum sur un projet de nouvelle Constitution alors que le pays est embrasé par la guerre. M.Schulz a exprimé sa conviction selon laquelle la rencontre la semaine prochaine en Tunisie du groupe des "Amis de la Syrie" aiderait à trouver des voies pour désamorcer la crise.

Le pouvoir syrien a annoncé la tenue le 26 février d'un référendum sur un projet de nouvelle Constitution, qui mettrait fin au monopole du parti Baas, au pouvoir depuis près de 50 ans.

Depuis la mi-mars 2011, la Syrie est secouée par un mouvement de contestation du régime en place. Selon l'Onu, la répression de la révolte y aurait déjà fait plus de 5.400 morts. En outre, près de 2.000 policiers et militaires syriens ont été tués par des insurgés.

La Russie et la Chine ont bloqué samedi 4 février, pour la deuxième fois, l'adoption d'une résolution condamnant la répression en Syrie, Moscou et Pékin étant préoccupés par une possible réédition du "scénario libyen".

RIA Novosti

<http://fr.rian.ru/world/20120216/193390978.html>

Marc Semo : L'ONU condamnée à dénoncer dans le vide.

L'Assemblée générale a adopté hier une résolution contre Damas. Un texte non contraignant. 13 février 2012.

Il y a les bombardements qui continuent sur Homs et Hama, les villes phares de la révolte, mais aussi à Deraa (Sud), où tout commença, ou à Idlib (Nord). Il y a les arrestations d'opposants, tels la blogueuse Razan Ghazzawi et le journaliste Mazen Darwich. Cet alaouite, qui anime le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression, est l'un des symboles de la contestation non violente contre le régime. Lui et l'Américano-Syrienne, surnommée «la blogueuse courage», avaient déjà été arrêtés au début du mouvement, puis relâchés. Ils repartent à nouveau en prison. *«Cela montre que les annonces faites par le pouvoir en faveur de l'ouverture et du dialogue sont mensongères»*, souligne l'avocat et opposant Anouar al-Bouni, en référence à l'annonce par Bachar al-Assad d'un référendum sur une nouvelle Constitution mettant fin au règne absolu du parti Baas.

Alors que le régime mise sur une stratégie de terreur pour reprendre le contrôle des zones rebelles et écraser toute forme d'opposition, même pacifique, la communauté internationale tâtonne. Hier soir, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté à une large majorité (137 voix pour, 12 contre et 17 abstentions) une résolution condamnant la répression, qui a fait au moins 6 000 morts depuis le début de la révolte en mars 2011, selon les décomptes de l'ONU. Le texte s'appuie sur le projet présenté par la Ligue arabe proposant notamment l'envoi d'une force conjointe de cette organisation et des Nations unies pour veiller à l'instauration d'un cessez-le-feu et assurer la sécurité de couloirs humanitaires. Mais le vote des Etats membres, aussi massif soit-il, n'a pas de valeur contraignante. Seule une résolution du Conseil de sécurité permettrait d'instaurer des couloirs pour acheminer les aides humanitaires ou de créer des zones de protection. Membres permanents du Conseil, la Russie et la Chine avaient déjà, il y a quinze jours, opposé leur veto à un texte de résolution pourtant bien timide. Malgré la pression des opinions publiques et l'isolement croissant de Damas, ils campent sur leur position. *«C'est un texte inéquitable»*, assène Moscou, qui s'oppose à toute évocation d'un départ de Bachar al-Assad et exige que la résolution reconnaisse aussi la responsabilité de l'opposition dans les violences.

Or, sur le terrain, le temps presse. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a rencontré hier à Vienne son homologue russe, Sergueï Lavrov, qui a refusé de se prononcer sur la proposition française de «corridors humanitaires». Mais il se dit ouvert au dialogue. *«Nous pourrions peut-être arriver à un compromis sur un objectif à court terme qui est d'arrêter les massacres»*, a déclaré le ministre français. Le vote de l'Assemblée générale de l'ONU n'est qu'un premier pas. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, le rappelait hier : *«Plus longtemps nous débattons, d'autant plus de gens trouveront la mort.»*

Marc Semo

13 février 2012.

<http://www.liberation.fr:80/monde/01012390521-l-onu-condamnee-a-denoncer-dans-le-vide?xtor=EPR-450206>

6 Le Monde

1 Chine

Le journal Qu Xing : Les Occidentaux pourraient précipiter une guerre en Syrie.

Le soutien occidental aux rebelles syriens pourrait déclencher une guerre civile en Syrie déjà en proie aux violences, a mis en garde lundi le Quotidien du peuple chinois.

"Si les pays occidentaux continuent de soutenir pleinement les forces d'opposition syriennes comme ils semblent le faire maintenant, alors finalement une guerre civile à grande échelle va éclater", a prévenu dans ce journal Qu Xing, directeur de l'Institut chinois d'études internationales.

Le Quotidien du peuple a de nouveau défendu la position de non-ingérence de Pékin dans les affaires syriennes.

La Chine, avec la Russie, a utilisé début février son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour bloquer le vote d'une résolution condamnant le régime syrien.

La semaine dernière, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Zhai Jun, en visite à Damas, a jugé nécessaire "un retour au calme le plus rapidement possible, car cela est dans l'intérêt de tout le peuple syrien", ajoutant que "l'expérience chinoise a montré qu'il ne pouvait pas y avoir d'essor (économique) en l'absence de la stabilité"

[.http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=51099](http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=51099)

Jacques Tourtaux : La Chine affirme que sa position à l'égard de la crise en Syrie résistera à l'épreuve de l'histoire.

La Chine a affirmé que sa position à l'égard de la crise en Syrie résistera à l'épreuve de l'histoire et que son vote contre la résolution adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU se conforme avec les objectifs l'organisation internationale.

Dans une conférence de presse aujourd'hui, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Liu Weimin, a souligné que la position chinoise à l'égard de la crise en Syrie est "fixe", et que la Chine ne soutient pas une partie contre l'autre.

Et en ce qui concerne le soi-disant conférence "amis de la Syrie", Liu Weimin a souligné que la Chine estime que toutes les procédures de la communauté internationale et des Nations-Unies à l'égard de la crise en Syrie devraient aider à atténuer la violence, à renforcer le dialogue politique, à régler les conflits et à préserver la paix et la stabilité dans la région et non contribuer à aggraver la question.

L.Hindi / Gh.H

<http://jacques.tourtaux.over-blog.com.over-blog.com/>

<http://www.sana.sy/fra/55/2012/02/17/401124.htm>

2 Qatar

[Le président qatari de l'Assemblée générale de l'ONU appelle à une intervention étrangère, en Syrie](#)

Le Président qatari de l'Assemblée générale de l'ONU a appelé à une action internationale, en Syrie, en écho à l'émir qatari, qui, lui, fait tout pour accélérer une intervention militaire contre Damas. "La communauté internationale ne peut plus rester les bras croisés devant ce qui se passe en Syrie", a dit Nasser Abdel Aziz al-Nasr. "Il faut exercer davantage de pressions, pour que le Conseil de sécurité se penche, avec sérieux, sur la cas syrien", a-t-il dit.

IRIB

7 Les actions dans le monde

Pays

Vénézuela

Hugo Chavez envoie 240 mille barils de carburant Mazout vert à la Syrie.

Source : ALGERIA ISP

Selon Syrian Truth, dans un geste de soutien du Venezuela au gouvernement Syrien malgré les sanctions internationales imposées à la Syrie, il est prévu l'arrivée dans quelques jours d'une cargaison de carburant diesel vénézuélien dans le port syrien de Baniyas.

Les sources commerciales ont confirmé que la société d'état pétrolière du Venezuela a envoyé à bord du navire Nigra Hipolita semblable à la dernière cargaison envoyé en mois de novembre.

Le ministre du Pétrole Syrien Soufien El Alaoui a déclaré qu'une expédition estimée à 240 mille barils de carburant Mazout vert vénézuélien est sur le chemin de la Syrie.

Selon ALGERIA ISP / Alors que les arabes se réunissent dans cette ligue occidentale (non arabe) sous la responsabilité de l'émir du Qatar qui veut à tout prix aider les terroristes et les mercenaires pour détruire la Syrie.

Franchement, nous tenons à remercier énormément monsieur Hugo Chavez : vous êtes un grand homme loin de ces présidents occidentaux et arabes du Golf qui veulent devenir grands en massacrant des populations civils et envahir des états.

Source : ALGERIA ISP

Syrian Truth

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19